

C D L F

Collectif pour la Défense des Libertés Fondamentales



L'état d'urgence permanent, dans la constitution, ou dans la loi pénale, comme la déchéance de nationalité, sont inefficaces contre le terrorisme et dangereux pour la démocratie.

L'état d'urgence conduit à des décisions arbitraires, des dérives autoritaires comme les perquisitions abusives, les assignations à résidence de militants, malmène les libertés syndicales, le droit de manifester, contribue au renforcement des amalgames et aux pratiques discriminantes, notamment de la part des forces de police.

Pour en discuter, nous vous invitons à une

Réunion publique

Mercredi 24 février à 20 h00

à la Halle aux toiles, à Rouen

avec

Edwy PLENEL, journaliste

Vincent SOUTY, Juriste

Collectif de défense des libertés fondamentales : AFPS (Association France palestine Solidarité), ATTAC, Collectif 76 des salariés du social et du médico-social, Collectif pour les droits des femmes, CREAL (Comité de Réflexion et d'Action Laïque 76), Droit Au Logement, Emancipation, Ensemble !, Europe Ecologie Les Verts, FSU (Fédération Syndicale Unitaire), LDH de Rouen (Ligue des droits de l'homme), Les Jeunes Communistes 76, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste français 76, Parti de Gauche, Ras'Front Rouen, SGEN-CFDT, Union des étudiants Communistes, Union Syndicale Solidaires 76, ...

et RESF (Réseau Education Sans Frontières), ...